

La croisière pour Schengen de Marine Le Pen

Marine Le Pen aime les symboles. Peut-être un peu trop. Pour soutenir la liste de Florian Philippot dans la circonscription Est, elle n'a pas hésité à les utiliser de façon très appuyée. Vendredi 16 mai au matin, la presse était convoquée sur un bateau, le *Roude-Léiw* – le « lion rouge » en luxembourgeois, l'un des symboles du Grand-Duché – pour une « croisière fluviale » sur la Moselle.

Direction : Schengen, au Luxembourg. En fait de la ville, nous ne verrons que l'écluse, juste avant de passer la frontière. « Il ne faudrait pas que je sois en retard pour l'entretien avec le président de la République », a-t-elle expliqué dans un sourire. Le rendez-vous était prévu à 19 heures à l'Elysée.

On aura rapidement compris le sens de cette « expédition symbolique » : montrer combien Marine Le Pen et son parti étaient opposés à « l'ouverture totale des frontières » issue de l'accord et de la convention de Schengen, signés en 1985 et 1990, qui ont donné naissance à l'espace du même nom. « C'est l'une des fautes les plus criminelles de l'Union européenne : la disparition totale des frontières », a-t-elle ainsi martelé.

Marine Le Pen connaît sa partition europhobe par cœur. Ses troupes aussi. Les militants FN présents lors de cette conférence

de presse attendaient certaines sorties comme des passages obligés. Certaines phrases sont devenues de véritables gimmicks, que chacun guette avec impatience.

Il en va ainsi de « *Maman UMP et papa PS ont élevé un monstre : l'Union européenne* », ou encore, s'agissant de la Commission européenne, « *ramassis de technocrates et de techniciens* ». A chaque fois que ces expressions-clés étaient utilisées, de chauds applaudissements les accueillaient.

« Principe sain »

Mais le clou du spectacle a eu lieu à la fin. Après son réquisitoire contre l'ouverture des frontières, Marine Le Pen et Florian Philippot ont sorti une petite poubelle en plastique bleu et l'ont posée sur la table devant laquelle ils étaient assis. Puis, la présidente du parti d'extrême droite a montré un livre tenant lieu d'exemplaire du traité, et lancé : « *Je mets le traité de Schengen au seul endroit qu'il mérite : la corbeille !* »

Et d'ajouter qu'elle remplace ce texte « *infâme* » par un « *principe sain* », la « *maîtrise de nos frontières* ». Au cas où l'assistance n'aurait pas tout saisi, elle désigne alors un autre livre où il est inscrit : « *La maîtrise de nos frontières, souveraineté nationale* ». ■

ABEL MESTRE (SIERCK-LES-BAINS, MOSELLE, ENVOYÉ SPÉCIAL)

FINANCE

Appel de candidats pour une taxe sur les transactions financières

Les têtes de liste Europe Ecologie-Les Verts et la grande majorité des candidats socialistes ont signé l'appel lancé par des ONG comme Oxfam France, Aides, Attac ou le CCFD-Terre solidaire pour que soit adoptée avant les élections européennes du 25 mai une taxe sur les transactions financières (TTF) « *ambitieuse et solidaire* ». Rendu public jeudi 15 mai, ce pacte demande que les onze Etats de l'Union européenne qui s'y sont engagés mettent en œuvre une TTF qui permette « *de véritablement réguler le secteur financier* » et « *taxe les actions, les obligations ainsi que les produits dérivés* ».

Dans leur « pacte », qui réclame un calendrier précis de mise en place, les signataires estiment que « *les revenus générés par la taxe doivent contribuer à protéger l'emploi et les services publics, ainsi qu'à tenir et renforcer les engagements français et européens concernant la solidarité internationale, la lutte contre le sida et le changement climatique* ». ■ PAUL BENKIMOUN

« Je ne vois pas pour qui d'autre Henri Guaino pourrait voter que pour moi »

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République, vendredi 16 mai, sur LCI et Radio Classique. « *J'en suis convaincu (...), je n'ai pas à révéler des conversations privées* », a-t-il ajouté. Henri Guaino, ex-conseiller de M. Sarkozy, a annoncé qu'il ne voterait pas pour la liste UMP conduite par Alain Lamassoure.

A l'est, du nouveau 6/6 Voyage le long de la frontière orientale de l'Union européenne

A Varna et Burgas, laboratoires des réseaux russes du littoral bulgare



A Sveti Vlas, station balnéaire bulgare, le 9 mai.

OLGA KRAVETS/SALTIMAGES.RU POUR « LE MONDE »

Varna et Burgas (Bulgarie)

Envoyé spécial

Varna somnole en attendant l'été et ses vagues de touristes qui justifieront l'existence de ses complexes hôteliers au bord de la mer Noire. Trois mois d'alcool bon marché, de sono à fond, de danses sur les tables, et la deuxième ville de Bulgarie retournera à son assoupissement provincial. La torpeur du port n'est toutefois pas seulement due à la brièveté de sa saison. Elle est la conséquence d'une brusque chute de tension.

« *Varna était très active depuis la chute du communisme, c'était l'une des villes où les forces démocratiques ont gagné toutes les élections jusqu'aux années 2000*, explique Spas Spasov, correspondant local de plusieurs journaux économiques. *Et puis elle est devenue un laboratoire où les sbires de l'ancien régime, les membres des services secrets, ont testé tous les moyens de miner le renouveau bulgare. La vie culturelle s'est effondrée, la vie politique a explosé de l'intérieur, la vie économique a été monopolisée par quelques groupes oligarchiques.* »

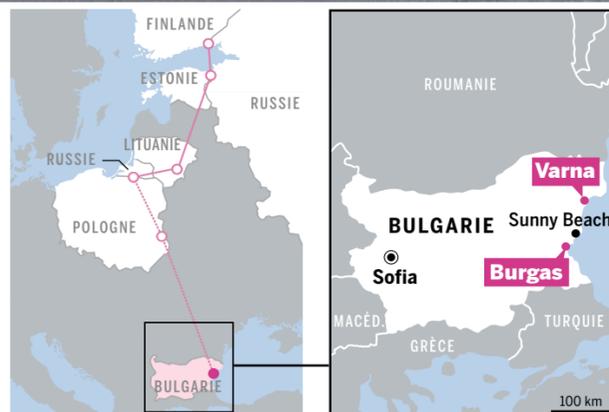
La cité, comme frappée de langueur par ce retour de la vieille caste au pouvoir au temps du communisme, a certes connu quelques regains d'activité. Devant les esca-

liers de l'hôtel de ville, un tas de pierres et de pavés, ornés de slogans, en témoigne. Il rend hommage à Plamen Goranov, qui s'est immolé par le feu à cet endroit, le 20 février 2013, et fut imité en d'autres villes du pays, en écho à des contestations sociales qui sont depuis largement retombées. Le sacrifice du photographe de 36 ans n'en a pas moins coûté sa place à celui qui son acte visait, le maire de Varna, accusé de collusion avec un puissant groupe économique, TIM, réputé proche de la mafia russe.

Dénoncée par le martyr Goranov, la question de la relation privilégiée avec la Russie est le clivage majeur qui traverse la société bulgare. Les jeunes contestataires remettent en cause cette fidélité historique au grand pays frère, considérée comme la source de toutes les mauvaises habitudes locales, et notamment cette appropriation, encore plus caricaturale qu'à Moscou, des biens du pays par une caste d'oligarques. Les partis au pouvoir, eux, entretiennent ce lien qui fait de la Bulgarie, membre de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN, l'un des plus constants soutiens de la puissance avec laquelle elle n'a aucune frontière commune, mais qui lui fait face, de l'autre côté de la mer Noire.

Pour Atanas Tchobanov, ce lien est avant tout une sujétion. « *La totalité de nos besoins pétroliers est couverte par la Russie ainsi que 95 % de nos achats de gaz*, explique le candidat Vert aux élections européennes. *Même l'Ukraine est moins dépendante. Et aucun gouvernement n'a fait le nécessaire pour nous sortir de cette servitude.* » A Varna, ce lien nourricier s'incarne dans un projet, qui devrait déboucher au sud de la ville. Parti du port russe de Novossibirsk, le gazoduc Southstream devrait émerger là, pour prolonger vers l'Europe du Sud son parcours de contournement de l'Ukraine.

Pour l'heure, l'UE n'a pas autorisé le démarrage des travaux, mais le consortium emmené par Gazprom est prêt à tout pour emporter l'adhésion locale. « *Il y a quelques jours, je suis descendu au port pour regarder le départ de la régatée des grands voiliers, l'un des événements majeurs dans la ville cette année*, dit Spas Spasov. *En chemin, j'ai croisé des dizaines d'écoliers tenant des ballons aux couleurs de Southstream. Face à la tribune, on diffusait des films qui détaillaient le futur chantier. Personne n'en revenait : le consortium avait privatisé*



l'événement pour convertir la ville aux bienfaits de Southstream.»

Le plus flagrant exemple de l'emprise russe sur le territoire bulgare se cache à 120 km au sud de Varna, à la périphérie du port de Burgas, la quatrième ville du pays. Là, le gouvernement a cédé, en 1999, un vaste pan du littoral au groupe pétrolier russe Lukoil, afin que celui-ci y installe un terminal portuaire destiné à alimenter la seule raffinerie du pays, qui lui appartient. Aujourd'hui, ce terrain ressemble de fait à une enclave russe dans l'UE, défendue par des murs en béton hérissés de barbelés, des caméras tous les 30 m et les services d'une société de surveillance privée. « *On ne peut*

« C'est de l'argent mafieux venu se recycler en Bulgarie » Assen Yordanov journaliste

plus accéder ici, constate Assen Yordanov, un journaliste auquel ses enquêtes sur la corruption sur la côte bulgare ont valu une violente agression, en 2008, et qui a cofondé depuis, avec Atanas Tchobanov, le site indépendant Bivol.bg. *On nous dit qu'il y a un douanier à demeure pour vérifier les entrées de pétrole, mais personne ne l'a jamais vu. En fait, Loukoil fait un peu ce qu'il veut ici, d'autant plus qu'il a refusé que des compteurs soient posés sur le pipeline qui transporte le carburant jusqu'à la raffinerie.* »

De son emplacement stratégique, au cœur de la baie de Burgas, le groupe dispose d'une vue sur les mouvements de la base voisine de l'OTAN, qui paraît moins protégée que ce réduit pétrolier. Comme seule concession, après la publication d'un article dans *L'Express*, en 2011, Loukoil a toutefois rendu l'accès

libre à un petit port de plaisance qu'il avait longtemps annexé. Assen Yordanov le parcourt en plaignant : « *Voilà un premier petit morceau de Bulgarie libéré.* »

Mais à côté de cette victoire symbolique, des pans entiers de l'économie bulgare passent aux mains de Russes. « *Leurs investissements dans les entreprises du littoral sont de plus en plus massifs, et ils nourrissent souvent des soupçons de blanchiment d'argent sale*, dit Assen Yordanov. *Et sur le financement de nombreux grands ensembles immobiliers de la côte, il n'y a plus aucun doute à avoir : c'est de l'argent mafieux qui est venu se recycler en Bulgarie.* »

Dans ces résidences disgracieuses, amoncelées dans des stations au plan anarchique, les acheteurs ou locataires sont eux-mêmes souvent originaires de Russie. Le nombre de propriétaires de cette nationalité s'élèverait à 75 000 dans la région de Varna, et 60 000 dans celle de Burgas. Alexander Klement est l'un d'eux. En 2013, cet ancien architecte de Bachkirie, en bordure de l'Oural, a décidé de s'installer dans une résidence de Sunny Beach, une station balnéaire qui ne possède plus que ce nom marketé pour le tourisme de masse comme identité internationale.

L'été, il côtoie des touristes britanniques ou scandinaves. Hors saison, la résidence n'est plus peuplée que par une dizaine de familles russes. Le sexagénaire ne regrette pas son choix : son 32 m² lui a coûté la moitié de ce qu'il aurait dû payer en Russie. Farouche détracteur de Vladimir Poutine, il rêve désormais de convaincre ses petits-enfants de le rejoindre. « *Cet investissement, c'est pour eux. C'est un refuge qui sera très utile quand les choses finiront par mal tourner en Russie.* » ■

JÉRÔME FENOGLIO

KATHLEEN EVIN

L'HUMEUR VAGABONDE

RETROUVEZ L'ÉMISSION
LE LUNDI 19 MAI DE 20H05 À 21H

A L'OCCASION DES ASSISES
INTERNATIONALES DU ROMAN

Un événement conçu
et organisé par :

Le Monde
VillaGillet

franceinter.fr LA VOIX EST LIBRE